

# Les pétards inondent les rues

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4921 - Dimanche 3 novembre 2019 - Prix : 10 DA

Justice  
**Les magistrats décident de poursuivre la grève**

Marché des fruits et légumes

# La flambée des prix persiste

## Où va-t-on ?

Par Mohamed Habili

**L**e mouvement qui chaque vendredi inonde les abords de la Grande Poste d'une foule qui certes est nombreuse mais qui ne peut être assimilée au peuple algérien, qui lui tout de même est d'une autre dimension, restera-t-il pacifique jusqu'au 12 décembre inclus ? Autrement dit, laissera-t-il les Algériens qui ne se reconnaissent pas en lui se rendre tranquillement aux urnes ce jour-là pour choisir un nouveau président de la république ? Aujourd'hui, c'est là la seule question qui compte. Par rapport à elle, tout le reste est secondaire, somme toute affaire d'opinion. Si lui-même a pu s'exprimer, il est vrai seulement une fois par semaine, mais néanmoins pendant si longtemps, on ne sait toujours pas ce qu'il fera à l'approche du 12 décembre, et pendant le scrutin. De l'attitude qui sera la sienne ce jour-là et du taux de participation, on saura en tout cas s'il est une véritable lame de fond ou une agitation partisane de surface simulant le soulèvement de tout un peuple. On ne peut exclure que voyant la présidentielle en bonne voie de se tenir il ne se transforme soudain en mouvement violent, seule possibilité en effet qui lui restera à ce moment de la faire annuler et en même temps de sauver la face. Dans une région du pays, la Kabylie, il est déjà à craindre que ce soit vers cette tournure des événements que l'on s'achemine. Espérons qu'il n'en sera rien. Mais ceux des berbéristes qui croient que le miracle s'est déjà produit un certain 22 février accepteraient-ils qu'à l'ivresse succède le réveil crapuleux, comme dirait l'autre ? On peut en douter.

Suite en page 3

## Présidentielle du 12 décembre

# Cinq candidats dans la course électorale



Phs/D. R.

Sur 23 dossiers de postulants officiellement déposés, l'Autorité nationale indépendante des élections n'en a retenu que cinq, tous remplissant les conditions requises pour la candidature à la présidence de la République. Lire page 2

Logements à Béjaïa

# 1 000 unités et décisions d'aides financières attribuées

Premiers jours du Salon international du livre d'Alger

# Une réticence sur le livre parascolaire

Présidentielle du 12 décembre

# Cinq candidats dans la course électorale

■ Sur 23 dossiers de postulants officiellement déposés, l'Autorité nationale indépendante des élections n'en a retenu que cinq, tous remplissant les conditions requises pour la candidature à la présidence de la République.



PHE - Soraya/J.A.

Par Louiza Ait Ramdane

En effet, l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) a rendu hier son verdict concernant les candidats dont les dossiers répondent favorablement aux conditions fixées par la loi. Cinq dossiers de candidature remplissant toutes les conditions requises pour la candidature à la présidence de la République ont été validés par l'autorité. Il s'agit, selon l'ordre chronologique du dépôt de leurs dossiers à l'Anie, de Azzeddine Mihoubi, ancien ministre et secrétaire général du RND, Abdelkader Bengrina, représentant du parti El-Bina, Abdelmadjid Tebboune, ancien Chef du gouvernement, Ali Benflis, ancien Chef du gouvernement et président du parti Talaie El Houriyet et enfin Bélaïd Abdelaziz, président du parti Front El-Moustakbel.

Ce sont les postulants dont les dossiers de candidature à la présidence de la République ont rempli toutes les conditions requises au terme de l'opération d'étude et de vérification des dossiers des 23 postulants, déposés samedi dernier jusqu'à minuit, a-t-il ajouté. Au total, 143 prétendants ont retiré dix millions de formulaires de souscription. Vingt-trois d'entre eux ont déposé leurs dossiers, soit moins de 6 %, selon Mohamed Charfi. Ce dernier a expliqué, à l'occasion, le dispositif technique et informatique mis en place pour la vérification de chaque imprimé de souscription.

Notons que Belkacem Sahli, président du parti ANR a déposé un recours auprès du Conseil constitutionnel

L'article 141 de la loi organique relative au régime électoral stipule que l'Anie est appelée à statuer sur la validité des candidatures à la Présidence de la République par décision dûment

motivée dans un délai de sept jours, à compter de la date de dépôt de la déclaration de candidature. La décision de l'Anie est immédiatement notifiée à l'intéressé.

En cas de rejet, le concerné peut éventuellement introduire un recours auprès du Conseil constitutionnel, et ce, dans les 48 heures qui suivent l'heure de la notification. L'Anie transmet également au Conseil constitu-

tionnel ses décisions relatives aux candidatures accompagnées des dossiers des candidats dans un délai n'excédant pas 24 heures, à compter de la date de l'annonce de ses décisions. Le Conseil constitutionnel devra valider, par décision, la liste définitive des candidats à l'élection du Président de la République, y compris les recours dans un délai de 7 jours à partir de la date de transmis-

sion de la dernière décision de l'Anie. Il publiera également cette liste au «Journal officiel».

Dans le cadre de l'examen des dossiers des postulants à la prochaine présidentielle déposés à son niveau, l'Anie a procédé à l'installation de dix commissions ad hoc chargées de l'examen de ces dossiers et de la vérification de la véracité des informations fournies.

Le candidat à la présidentielle

doit, selon cette loi, présenter une liste comportant cinquante-mille signatures individuelles, au moins, d'électeurs inscrits sur une liste électorale. Ces signatures doivent être recueillies à travers au moins 25 wilayas. Le nombre minimal des signatures exigées pour chacune des wilayas ne saurait être inférieur à 1 200.

L. A. R.

A quelques jours du Mouloud

## Les pétards inondent les rues



A sept jours de la célébration de la fête religieuse du Mawlid ennabaoui, les rues de la capitale grouillent de vendeurs de pétards et autres produits pyrotechniques, malgré l'interdiction de leur vente. Comme à l'accoutumée, les différentes rues de la capitale ainsi que les marchés sont squattés par les vendeurs de pétards, annonçant ainsi l'arrivée de la fête religieuse du Mawlid ennabaoui. A Bab el Oued, El Harrach, Djamaâ Lihoud, le Ruisseau et autres grands espaces des marchés, le décor est le même : des tables sont collées les unes aux autres, sur lesquelles sont disposés différents pétards de toutes puissances, couleurs et tailles, des bougies et autres produits pyrotechniques... Par ailleurs, certains échoppes de chaussures et de vêtements d'hommes et de tabac ont aussi été transformés en commerces de produits pyrotechniques, de bougies, traditionnelles et modernes de différentes tailles et couleurs. Concernant la petite nouveauté dans les pétards de cette année, le choix a été porté sur le football international Riyad Mahrez, qui a offert une prestation extraordinaire lors de la Coupe d'Afrique. Son nom a donc été

donné à un pétard cédé à 1 900 DA. Hormis cette nouveauté, les marchés restent dominés par les «stars» des années précédentes, à l'instar de «double bombe», «les fusées», «TNT», «Chitana», «Daesh», «El Bouk» et «Signal», des produits proposés à des prix jugés, par les clients, très élevés cette année, voire inadmissibles. Selon un père de trois enfants, rencontré à Meissonnier, «à l'ap-

proche du Mouloud je dépense plus de 6 000 DA dans les pétards, feux d'artifice et autres», ajoutant : «Je fais plaisir à mes enfants car ce n'est pas toujours la fête. Mais cette année, les prix des pétards sont vraiment élevés, je crois que je vais me contenter d'une dizaine de petits pétards seulement». une mère de famille, qui demandait d'ailleurs les prix des bougies à

un vendeur de pétards, nous dira : «Moi je n'ai que des filles et heureusement elles n'aiment pas les pétards. Donc j'achète seulement des bougies et du anbar». Une autre maman accompagnée de son fils âgé de 10 ans en larmes nous confie : «Il veut prendre les gros pétards. Il ne veut pas comprendre qu'ils sont dangereux et chers aussi», nous dit-elle en ricanant. Cette mère va tout de même acheter à son fils deux «double bombe» et un pétard «Riyad Mahrez». «Avec trois pétards seulement et quelque bougies, j'ai dépensé plus de 5 000 DA. C'est trop cher», nous dira cette maman qui se dit inquiète des risques des pétards. En effet, durant cette fête religieuse, ces produits sont à l'origine de nombreux dégâts et les hôpitaux ne chôment pas. Un nombre important de blessés est enregistré chaque année. Ce taux augmente d'année en année et la quasi-totalité des victimes sont des enfants. Selon un médecin de l'hôpital Mustapha-Pacha, «notre hôpital reçoit de 10 à plus de 20 blessés par jour durant les jours du Mawlid et la majorité sont des enfants. Certaines blessures sont même graves».

Thinhinene Khouchi



Marché des fruits et légumes

# La flambée des prix persiste

■ Ceux qui ont fait leur marché récemment ont certainement ressenti cette hausse. Les ménagères rencontrées n'ont pas été avares en mots pour évoquer la fièvre des prix des légumes qui a tendance à s'inscrire dans la durée.



Ph.D. R.

Par Meriem Benchaouia

Les marchés des fruits et légumes ont enregistré, ces jours-ci, une flambée des prix qui agace les ménages aux faibles revenus. La hausse des prix a touché essentiellement les produits phares consommés par les familles algériennes. En effet, les consommateurs assistent impuissants à une hausse exagérée et injustifiée des prix de produits de grande consommation. Une situation qui indispose les citoyens, impuissants devant ce diktat imposé par certains commerçants et qui met en évidence les carences de régulation du marché. Les arguments avancés par les vendeurs sont les prix élevés à l'achat chez les grossistes et les problèmes d'approvisionnement en cette période. Ceux qui ont fait leur marché récemment ont certainement ressenti cette hausse. Des ménagères rencontrées n'ont pas été avares en mots pour évoquer la fièvre des prix des

légumes qui a tendance à s'inscrire dans la durée. Sur les étals le constat est sans appel. Il faut payer le prix fort pour acheter des légumes. Il est clair, pour tous les citoyens, que le diktat des intermédiaires reste de mise. Un diktat qui persiste tout au long mais qui tend à devenir encore plus étouffant. Sur les étals des marchés de la capitale les prix restent inaccessibles. Malek, jeune commerçant, considère toutefois que cette flambée est due aussi au manque d'approvisionnement : «A cet effet, les commerçants profitent de l'aubaine pour multiplier les prix», nous confie encore notre interlocuteur. Un autre citoyen nous a exprimé son inquiétude, tout en soutenant que «si cela continue comme ça ... la situation évoluera vers une anarchie générale», a-t-il déploré. Les tarifs des produits agricoles affichés sur les étals hier donnent froid dans le dos, et face à cette situation les consommateurs n'ont de cesse de se plaindre, mais en dépit de

cela ils achètent. «On n'a pas le choix», nous a confié un père de famille. Une tournée à travers les marchés renseigne suffisamment sur l'état d'esprit des consommateurs. Sans surprise, les Algériens sont réellement inquiets, voire désespérés. Les prix sont vraiment hors de portée de la bourse moyenne. Pour de nombreux consommateurs cette spéculation est due au manque de régulation du marché. Ils demandent à l'État de prendre ses responsabilités pour permettre aux ménages de survivre. De nombreux chalandes rencontrés ont exprimé leur mécontentement à l'égard de ces prix, expliquant ce fait par la spéculation et le monopole exercés par certains détaillants en l'absence d'un contrôle et d'un suivi des marchés de gros et des chambres froides, notamment. Ainsi, la pomme de terre a été cédée hier jusqu'à 80 DA le kilo dans la majorité des marchés et rares étaient les marchands qui la proposaient à 70 ou 65 DA. Ce tubercule, réputé comme

légume des pauvres, est désormais inaccessible pour les petites bourses. Quant à la tomate, elle ne descend pas sous la barre des 120 DA/kg et la laitue est cédée à 140 DA. Les navets et la carotte sont vendues entre 90 et 100 DA/kg. La même fourchette des prix est maintenue du côté des marchands ambulants. Leurs prix ne diffèrent pas de ceux affichés sur les ardoises exposées dans les marchés. L'oignon, incontournable légume pour les ménagères, est proposé à 60 DA/kg. Les haricots verts, quant à eux, sont proposés à 250 DA/kg. Les poivrons entre 120 et 140 DA et les courgettes à 150 DA. Pour ce qui est des fruits de saison, il faut dire que cette année le marché enregistre une large disponibilité mais les prix restent élevés et hors de portée pour la majorité des ménages. Ainsi, la banane est cédée hier jusqu'à 270 et 300 DA le kg, les raisins entre jusqu'à 450 DA, les poires entre 180 DA et 200 DA, les pommes à 200 DA.

M. B.

Justice

## Les magistrats décident de poursuivre la grève

Dans un communiqué rendu public hier, le Syndicat national des magistrats a décidé de poursuivre le mouvement de grève jusqu'à la concrétisation de toutes leurs revendications, dont la principale est d'assurer l'indépendance de la justice. «En l'absence d'une solution à la crise, la protestation se poursuivra avec la même fréquence, tout en veillant à plus de discipline, pour éviter tout dérapage possible», affirme le communiqué. «Les magistrats n'ont besoin de recevoir de quiconque des leçons de patriotisme ou de bon jugement», indique le communiqué signé par Issad Mabrouk. Le SNM appelle le ministère de la



Justice à mettre un terme à ses mesures «policières» dans la gestion de la crise. «Toute atteinte à n'importe quel juge, quelle que soit sa situation, attiserait la colère de tous et la position du syndicat serait alors violente quels que soient les risques et conséquences», avertit le document. Pour rappel, les magistrats sont en grève depuis dimanche dernier pour protester contre le mouvement des magistrats annoncé le 24 octobre dernier et qui a touché près de 3 000 magistrats. Des membres du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) ont également soutenu la position du syndicat en assurant ne pas avoir joué le rôle

M. H.

## LA QUESTION DU JOUR

### Où va-t-on ?

Suite de la page une

Les groupes de contrainte préconisés par Ferhat Mehenni pourraient bien trouver là l'occasion d'entrer en scène. Tout mouvement identitaire est porté à la violence car totalitaire par définition même. Tout mouvement aussi qui se permet de s'identifier d'autorité à tout un peuple. En ce sens le mouvement hebdomadaire en cours est d'essence totalitaire. Et c'est parce qu'il l'est qu'il aura le plus grand mal à accepter que d'autres secteurs de l'opinion échappant à son contrôle aillent voter le 12 décembre. Or on pourrait lui enlever le droit de parler au nom du peuple algérien si pour une fois on laissait ceux qui le rejettent faire une démonstration de force pacifique à travers le pays. C'est peut-être même là le seul moyen de l'empêcher de verser plus tard dans la violence. Aussi longtemps qu'on le laissera s'identifier au peuple, parler en son nom, on court en fait le risque de le voir se conforter dans l'idée qu'il fait bel et bien corps avec lui. Or un mouvement qui croit être le peuple finira par refuser toute autorité qui n'émane pas de lui. S'il ne le fait pas dès à présent, c'est parce qu'il sait ne pas être le peuple, mais tout au plus une partie du peuple. Qu'à côté de lui, une autre existe qui l'observe en silence, mais qui se tient prête à sortir de sa réserve. Mais qu'il ne soit pas le peuple, bien des choses le prouvent déjà. Il a été par exemple dans l'incapacité d'organiser une grève générale, ce qui serait fort aisé pour lui s'il était ce qu'il prétend être depuis le début. La seule à laquelle il ait appelé a tenu plus ou moins une demi-journée. Quelques-unes de ses figures médiatiques, lui-même ne se reconnaissant pas de représentants attirés, ont tenté d'ailleurs de le dissuader de s'engager dans cette voie, sachant que s'il peut remplir la rue pendant les heures mortes de la semaine, il n'est pas en mesure de la paralyser au plus intense de son activité.

qui leur est dévolu par la loi dans la gestion des carrières des magistrats. Le mouvement de grève des magistrats est fortement suivi avec des taux situés entre 96 et 98 %.

Reda Z.

65<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution de Novembre

# Gaïd Salah préside une réception en l'honneur de hauts cadres de l'Etat et de l'ANP

■ Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a présidé, à l'occasion de la commémoration du 65<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la glorieuse révolution de Libération nationale le 1<sup>er</sup> Novembre 1954, une cérémonie, vendredi soir à Alger, en l'honneur de hauts cadres de l'Etat et de l'ANP, en activité et à la retraite, indique hier un communiqué du MDN.

Par Amel R.

La cérémonie, organisée au Cercle national de l'Armée à Béni-Messous et qui s'inscrit dans le cadre des «grandes traditions de l'Armée nationale populaire visant à valoriser les dates et les événements phares de notre glorieuse histoire et à rendre hommage à nos vaillants martyrs», a vu la présence du président du Conseil de la nation par intérim, Salah Goudjil, le président de l'Assemblée populaire nationale, Slimane Chenine, le Premier ministre, Noureddine Bedoui, le président du Conseil constitutionnel, Kamel Feniche, des membres du gouvernement, des officiers généraux, des cadres supérieurs de l'Etat, des personnalités nationales et des moudjahidine, lit-on dans le communi-

qué. A cette occasion, l'assistance a marqué une halte solennelle devant l'hymne national, interprété par la troupe musicale de la Garde Républicaine, suivi par la projection du film documentaire «L'Armée nationale populaire... les bras de loyauté et de développement», qui relate les réalisations de l'ANP dans divers domaines, et la visite d'une exposition de photographies



PH. > D. R.

retraçant les différentes étapes de la glorieuse Révolution de Novembre, depuis son déclen-

chement jusqu'à l'indépendance. La cérémonie a été clôturée par un jeu de feux d'artifice et la

projection de photos et vidéos sur écran géant.

A. R./APS

Plus de 35 écoles y participent

## 2<sup>e</sup> Salon algérien des langues et des séjours linguistiques

Plus de 35 écoles de langues, dont quinze étrangères, prennent part au 2<sup>e</sup> Salon algérien des langues et des séjours linguistiques, ouvert hier à Alger. Le salon s'adresse à toute personne «désirant perfectionner, apprendre et découvrir les

langues étrangères ainsi que de nouvelles cultures», expliquent les organisateurs. Les écoles participant à cet événement, qui se tient deux jours durant au Palais de la culture Moufidi-Zakaria, proposeront aux visiteurs leurs programmes et offres. Outre les

stands d'exposition, le programme du salon organisé par l'agence d'événementiel et de promotion culturelle «Phoenix Agency», comporte des tests de niveau et une vingtaine de conférences et ateliers thématiques sur, entre autres, la langue ukrainienne, le

ton et la prononciation des lettres chinoises, les destinations dans le monde des séjours linguistiques et l'apprentissage des langues à l'ère du numérique, selon les explications de Fares Temmache, co-fondateur du salon. Les établissements étrangers d'apprentissage des langues qui prennent part à cet événement sont de provenance d'Angleterre, de Chine, de Turquie, de Malte, de Malaisie, des Etats-Unis, et pour la première fois d'Ukraine, a-t-il fait savoir.

«L'idée de créer un salon algérien des langues est venue à partir du constat de l'existence de plus de 350 écoles de langues à Alger seulement. Donc nous avons pensé à regrouper dans un même espace un maximum d'établissements d'apprentissage de langues pour orienter les personnes désirant apprendre une langue et donner l'occasion aussi aux écoles nouvellement créées de présenter leurs offres et programmes», a indiqué M. Temmache.

Farouk N.

À l'échelle nationale

## Réalisation de plus de 25 000 km de pistes rurales

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Cherif Amari, a affirmé, vendredi à Batna, que l'Etat a réalisé «plus de 25 000 km de pistes rurales, agricoles et voies d'accès à travers le pays». «Cette opération s'inscrit dans le cadre d'appui apporté à l'agriculture et l'économie des zones de montagne», a précisé le ministre à Kimmel, distante de 150 km du chef-lieu de wilaya, en réponse aux préoccupations des agriculteurs de la région, assurant que «le gouvernement est déterminé à valoriser les efforts déployés dans ces zones et revaloriser ses produits». Il a, dans ce sens, encouragé les habitants des zones montagneuses, les jeunes notamment, à

adhérer à la feuille de route mise en place «pour la rendre plus efficace». Cherif Amari a inspecté la forêt de Beni Melloul qui s'étend vers les wilayas de Biskra et Khenchela totalisant 80 000 hectares dont 14 000 ha dans la capitale des Aurès (Batna) qui avait pâti l'été dernier des incendies qui avaient décimés 35 ha de pin d'Alep. Le ministre a souligné la nécessité, pour le secteur forestier dans les trois wilayas, de «valoriser sur le plan économique cette forêt», sa préservation et l'implication des riverains dans toute action visant le développement de ces espaces verts. Cherif Amari a écouté un rapport sur le secteur forestier à Batna et s'est intéressé au programme de reboisement,

notamment à la relance du projet du barrage vert. Au cours de sa visite, le ministre a pris part à une campagne de reboisement de la forêt de Kimmel, où des arbustes de pins d'Alep ont été mis en terre. In situ, M. Amari a salué l'initiative, relevant que des efforts sont déployés pour revaloriser ces forêts, «jadis refuge des moudjahidine et combattants», en tant qu'«espace écologique, générateurs de richesses et de postes d'emploi». Au deuxième jour de sa visite à Batna, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche s'est recueilli à la mémoire des chouchada devant la stèle commémorative de la Wilaya I historique.

Hania T.

Nécessité d'«institutionnaliser» la concertation pluridisciplinaire

## En attente d'une véritable prise en charge du cancer

La bonne prise en charge des «cancéreux» passe par «l'institutionnalisation» des réunions de concertation pluridisciplinaire au niveau des établissements de santé, a plaidé, hier à Alger, le P Kamel Bentabak, président de la Société algérienne de chirurgie. «Le Plan cancer 2015-2019 n'est pas accompli, puisque nous attendons toujours l'institutionnalisation des réunions de concertation pluridisciplinaire en intégrant les malades dans des protocoles de soins, car nous avons compris que c'est la seule façon de bien prendre en charge les cancéreux, dès lors que leurs parcours est

tracé», a déclaré à l'APS, le P Bentabak, en marge du 27<sup>e</sup> Congrès national de chirurgie. Le spécialiste, par ailleurs chef de service en chirurgie oncologique A au Centre Pierre et Marie Curie (CPMC) d'Alger, fait savoir qu'au niveau de cette structure, cette approche, en vigueur de par le monde, est «pratiquée depuis quatre mois mais qu'elle est, pour l'heure, difficilement applicable partout en Algérie». Défendant cette idée, l'intervenant estime qu'elle est «nécessaire pour que ce ne soit plus les malades qui se déplacent entre les praticiens et errent entre les hôpitaux», notant

qu'il appartient plutôt aux praticiens de «faciliter le parcours» de leurs patients : «C'est la meilleure façon de diminuer leur atteinte psychologique, de les accompagner et de les guérir, car aujourd'hui, il est possible de guérir du cancer», argumente-t-il. Le P Bentabak a insisté, à ce propos, sur «l'effort psychologique» à entreprendre avec les malades atteints de cancer afin qu'ils aient «confiance» et qu'ils sachent que cette redoutable pathologie «ne va pas évoluer plus rapidement qu'ils ne le croient». Ces derniers, explicite-t-il, étant le plus souvent enclins à vouloir être opérés alors

que la chimiothérapie et la radiothérapie «peuvent parfois intervenir en premier lieu». Abordant l'objet du Congrès, le président de la Société nationale de chirurgie a fait savoir que cette rencontre scientifique de deux jours abordera des thèmes d'actualité tels que les cancers digestifs (colorectaux), placés en pôle position des types de cancers en évolution en Algérie, citant notamment celui du rectum, dont la prise en charge nécessite une «technicité particulière». «Il s'agit de mettre notre expertise et nos connaissances au profit des jeunes praticiens exerçant à tra-

vers le territoire national et ce, dans la perspective d'une prise en charge des malades dans un milieu pluridisciplinaire», précise-t-il, déplorant que ces derniers «arrivent souvent en consultation à un stade métastatique». Outre les pancréatites aiguës, les lithiases vésiculaires et biliaires, cette édition abordera également la thématique de la «réhabilitation améliorée» post-chirurgicale, laquelle suppose de «mettre le malade au centre du processus de prise en charge de sorte à ce qu'il participe lui-même à sa propre guérison», conclut le spécialiste.

(APS)



## Arboriculture

# Ouverture prochaine de deux usines de fabrication de filets anti-grêle

■ Deux usines de fabrication de filets anti-grêle seront ouvertes «prochainement», a indiqué à Khenchela le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Cherif Amari.



Par Salem K.

«L'ouverture des deux usines permettra de mettre fin à l'importation des filets anti-grêle utilisés dans la protection de la pomiculture», a précisé le ministre lors de l'inauguration de la première édition de la fête nationale de la pomme dans la commune de Bouhmama. Lors de sa rencontre avec les producteurs de la filière, M. Amari a insisté sur l'importance de «se structurer dans des associations locales pour bénéficier des différentes formes d'appui à cette filière et d'œuvrer à sa promotion». Le ministre a également indiqué que «la production qualitative et quantitative de la pomme, réalisée à Batna et Khenchela aux cours des

dernières années, a encouragé le ministère à lancer la fête nationale

de la pomme», appelant les agriculteurs de la filière à redoubler

d'efforts pour atteindre «des records dans la production de ce

PHOTO: RZ

fruit». Cherif Amari a ajouté que la fête nationale de la pomme «constitue un rendez-vous de travail et de coordination entre les producteurs de cette filière, les chambres d'agriculture et la tutelle pour mieux structurer la (filiale) pomiculture» qui jouit, a-t-il relevé, «de capacités économiques permettant aux producteurs d'exporter leurs produits». Il a souligné, dans ce sens, «la volonté de l'Etat à soutenir les populations des régions montagneuses pour le développement de leurs cultures et l'amélioration de leur cadre de vie». Valorisant les efforts déployés par les agriculteurs et les investisseurs de la filière pomiculture, le ministre a indiqué que son département, de concert avec les ministères des Ressources en eau et de l'Energie, œuvrera à faciliter la tâche des agriculteurs en leur octroyant des autorisations pour le forage de puits et l'exploitation du réseau d'électricité agricole.

S. K. / APS

## Métaux

## Les prix de l'or rebondissent après un début de semaine difficile

Après avoir perdu du terrain en début de semaine, les prix de l'or ont rebondi en fin de semaine, profitant de la réunion de la Réserve fédérale américaine et les doutes de la Chine sur un accord commercial à long terme avec les Etats-Unis. Plusieurs analystes ont noté que le précieux métal avait souffert lundi de commentaires confiants de Donald Trump concernant la dispute commerciale entre les Etats-Unis et la Chine. Par conséquent, les marchés ont

connu un regain d'optimisme avec des places boursières en hausse. L'or étant considéré comme une valeur refuge, son cours a tendance à s'apprécier en période d'incertitude politique ou économique, et à s'affaiblir lorsque la confiance domine. «Cependant, l'aversion au risque est revenue en milieu de semaine après que la Chine a exprimé des doutes sur un accord commercial "global et à long terme" avec les Etats-Unis», a souligné Lukman

Otunuga, analyste pour FXTM. L'or a également profité de la réunion de la Réserve fédérale américaine mercredi. Celle-ci a une nouvelle fois baissé ses taux d'intérêt et a écarté pour le moment la probabilité d'une hausse, ce qui a pesé sur le dollar. Le métal jaune, comme de nombreuses autres matières premières, est libellé en dollars et une baisse de celui-ci le rend moins onéreux pour les acheteurs utilisant d'autres devises. Sur le

London Bullion Market, l'once d'or valait 1 509,17 dollars vendredi (vers 14h50 GMT), contre 1 504,55 dollars le vendredi précédent. Le palladium, de son côté, a atteint mercredi un nouveau record en culminant à 1 826,10 dollars. Pour ce qui est du cuivre, il a perdu du terrain au cours d'une semaine marquée par des propos en demi-teinte du patron du groupe minier Freeport-McMoRan. Anna Stabulum, analyste chez Marex Spectron, note l'impact sur le marché du métal rouge des propos de Richard Adkerson, P-DG de la multinationale américaine de l'or et du cuivre Freeport-McMoRan, qui est revenu sur «l'humeur négative» que fait planer la guerre commerciale. Une sortie qui «fait écho à l'inquiétude sur le commerce évoquée par (le géant minier anglo-australien) BHP plus tôt dans la semaine», selon l'analyste, alors que la LME week, semaine du marché londonien des métaux, réunissait les principaux acteurs du marché dans la capitale britannique. Par ailleurs, les mineurs chiliens d'Escondida, plus grande mine de cuivre au monde située dans le nord du pays, ont cessé temporairement le travail mardi en soutien au mouvement de protestation contre les inégalités socio-économiques qui agite le pays. Située en plein désert d'Atacama, dans le nord du pays, la mine produit environ un million de tonnes de cuivre par an. Sur le LME, la tonne de cuivre pour livraison dans trois mois s'échangeait à 5 832 dollars vendredi à 14h50 GMT, contre 5 925 dollars le vendredi précédent à la clôture.

A. Y./Agences

## Norvège

## Plus grand nombre de découvertes de pétrole et de gaz au 3<sup>e</sup> trimestre

La Norvège a enregistré le plus grand nombre de découvertes de pétrole et de gaz au troisième trimestre, avec six des 38 découvertes de pétrole et de gaz naturel réalisées dans le monde, a annoncé la société de données et d'analyse GlobalData dans un nouveau rapport. Sur les 38 découvertes dans le monde, 21 concernaient du pétrole conventionnel, 15 du gaz naturel, un composé de pétrole lourd et le dernier une découverte de méthane de houille. Parmi les régions, l'Amérique du Sud et l'Europe ont

mené avec huit découvertes chacune, suivies de l'Asie et de l'Afrique avec cinq découvertes chacune. La Norvège a dirigé les découvertes mondiales non seulement au troisième trimestre, mais également au premier trimestre de 2019, avec cinq découvertes sur un total de 23 découvertes au premier trimestre, a déclaré GlobalData plus tôt cette année. Les activités de forage au large des côtes norvégiennes sont en bonne voie pour atteindre des niveaux sans précédent d'ici la fin de cette année, a annoncé Rystad

Energy plus tôt ce mois-ci. «L'activité accrue cette année est principalement liée à la hausse des forages d'exploration, un segment qui comptera environ 55 puits achevés», a déclaré Eivind Drabls, analyste de l'équipe de forage de Rystad Energy, ajoutant que «cela ramènerait les niveaux d'activité au rythme record enregistré pour la dernière fois en 2013 et 2015, avant que les effets de l'effondrement des prix du pétrole ne se soit fait sentir sur le marché du forage en Norvège».

A. Y./Agences

## Marché boursier

## A Wall Street, les indices Nasdaq et S&P 500 atteignent des records

La Bourse de New York a emmené les indices Nasdaq et S&P 500 à des niveaux inédits vendredi, à la faveur de statistiques meilleures que prévu aux Etats-Unis comme en Chine et d'apparentes avancées dans les négociations commerciales entre les deux pays. A forte coloration technologique, le Nasdaq s'est apprécié de 1,13 %, à 8 386,40 points. L'indice élargi S&P 500, qui représente les 500 plus grands groupes de Wall Street, a gagné 0,97 %, à 3 066,91 points. L'indice vedette Dow Jones Industrial Average a, lui, gagné 1,11 % pour clôturer à 27 347,36

points. Les indices ont été portés vendredi par «les chiffres du rapport sur l'emploi américain, meilleurs que prévu» et par «les progrès visiblement effectués entre la Chine et les Etats-Unis», selon Tom Cahill de Ventura Wealth Management. Le taux de chômage aux Etats-Unis en octobre est légèrement remonté à 3,6 % contre 3,5 % le mois d'avant, en partie à cause de la longue grève chez le constructeur automobile General Motors. Mais les créations d'emplois sont restées solides : l'économie américaine a créé 128 000 emplois en octobre, soit un peu plus que

prévu. Les chiffres d'août et de septembre ont en outre été révisés en hausse de 95 000. Les marchés financiers avaient déjà été revigorés plus tôt dans la journée par un indicateur indépendant montrant un rebond inattendu de l'activité manufacturière en Chine, à son plus haut niveau depuis février 2017. La diffusion en cours de séance d'un indice montrant que l'activité du secteur manufacturier aux Etats-Unis se contractait encore, mais moins qu'en septembre quand il avait atteint son plus bas niveau depuis 2009, n'a pas freiné l'enthousiasme des investisseurs.

R. E.

Malek Y.

Tizi-Ouzou

# Prévision d'attribution en 2020 de 10 000 logements

■ Dix mille logements, tous segments confondus, seront attribués en 2020 dans la wilaya de Tizi Ouzou, a annoncé le wali, Mahmoud Djamaa, en marge des festivités célébrant le 65<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale.

Par Nassima A.

Sur les 10 000 unités, plus de la moitié, soit 6 500, sont des logements publics locatifs (LPL) appelés communément logements sociaux, 3 000 autres unités ont été réalisées dans le cadre du programme AADL et 500 habitations des formules logement public aidé (LPA) et logement public promotionnel (LPP), a-t-il précisé. Le chef de l'exécutif local a également annoncé la répartition, dès l'année prochaine, d'un quota de 3 000 aides à l'habitat rural. «Un segment qui a connu un engouement au niveau local, car adapté à la demande des citoyens», a estimé Mahmoud Djamaa. Depuis son lancement, la wilaya avait reçu un quota de 92 739 aides à l'habitat rural qui ont permis la construction de pas moins de 77 730 logements à travers les 67 communes de la wilaya. Revenant sur le bilan des livraisons et selon les chiffres communiqués par la Direction locale du logement, le nombre global d'unités attribuées et des décisions notifiées depuis le début de l'année en cours est de 4 000, représentant 1 500 LPL et 2 500 décisions d'aide à l'habitat rural. A l'occasion de la célébra-

tion du déclenchement de la Révolution algérienne, il sera procédé à la distribution de 1 011 clés et décision d'aide à travers la wilaya. Dans ce cadre, a eu lieu au siège de la wilaya une cérémonie symbolique de remise de 30 décisions d'aide à l'habitat rural, de 20 pré-affectations de logements sociaux (LPL) au profit de bénéficiaires des communes d'Ilooula Oumalou et de Boudjima, et de 10 décisions d'affectation d'un local à des porteurs de projets qui ont bénéficié du dispositif public d'aide à la création d'emplois (Ansej



et Cnac). La célébration du 65<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale a été également marquée par des hommages rendus à la famille révolutionnaire dont d'anciens moudjahidine et des veuves et enfants de chouhada, ainsi qu'à des sportifs de niveau

international, des lauréats du concours du meilleur dessin de l'emblème national, la remise d'une machine à coudre à une femme rurale sans revenu et de deux fauteuils roulants à des handicapés. Dans son allocution, le wali a mis en avant les projets dont a bénéficié la wilaya

de Tizi Ouzou, notamment dans les secteurs de l'Education, de la Santé, de l'Energie et de l'alimentation en eau potable, afin d'offrir un meilleur cadre de vie aux citoyens, a-t-il dit.

N. A./APS

Bouira

## Inauguration du dédoublement de la route reliant Bouira à Sour El Ghoulane

Le dédoublement de la route reliant les villes de Bouira et de Sour El Ghoulane (Sud de la wilaya) sur une distance de 21 km a été inauguré vendredi par les autorités locales de la wilaya, à l'occasion de la célébration du 65<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale. La deuxième partie de l'opération de dédoublement de la route sur 11 km a été mise en service dans la matinée, par le wali Mustapha Limani, sachant que la première partie du projet, soit le dédoublement de la route sur 10 km, a déjà été ouverte il y a trois ans de

cela, a-t-on indiqué à la Direction des travaux publics. Cette route, dont les travaux ont été lancés en 2012, «revêt une grande importance économique pour toute la région», a souligné le chef de l'exécutif. «Le dédoublement Bouira-Sour El Ghoulane revêt un caractère hautement stratégique et économique, car il relie l'actuelle zone industrielle de Sidi Khaled (Oued El-Bardi) à l'autoroute Est-Ouest, mais aussi il facilite le trafic routier entre les régions des Hauts-Plateaux et le nord du pays», a souligné Mustapha Limani. Une enveloppe financière de plus de quatre

milliards de dinars avait été allouée pour la réalisation de ce projet, qui, par la suite, a bénéficié d'une rallonge budgétaire de 1,5 milliard de dinars, selon les précisions données par la Direction des travaux publics. Toujours dans le cadre des festivités célébrant le 65<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la Révolution le 1<sup>er</sup> Novembre 1954, les autorités locales de la wilaya de Bouira ont procédé à la dénomination du nouveau quartier des 800 logements AADL au nom de «Cité 1<sup>er</sup> Novembre 1954».

Samy Y.

Djelfa

## Distribution de plus de 2 600 logements publics locatifs

Un total de 2642 logements publics locatifs (LPL) ont été distribués et 135 aides au logement rural ont été octroyées dans la commune de Djelfa, dans le cadre de la célébration du 65<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre de Libération. Accompagné des autorités civiles et militaires, le wali de Djelfa, Toufik Dhif, a présidé la cérémonie de distribution des décisions d'affectation aux bénéficiaires, au complexe sportif «Brahimi-Lakhdar» à la cité «El Khounia». Dans une déclaration, le directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (Opgi) de la wilaya, Amine Hellal, a indiqué que cette distribution de logements sociaux dans la

wilaya de Djelfa s'inscrivait dans le cadre d'une vaste opération programmée par les autorités locales pour célébrer la glorieuse guerre de Libération. «Le programme tracé vise à distribuer plus de 3 700 logements locatifs à travers les différentes communes», a-t-il précisé, indiquant que cette opération a touché,

cette semaine, les communes de Bouira Lahdab (100 unités), Sidi Baizid (100 unités), Ain Maabed (102 unités), Birine (210 unités) et Ain El Ibel (380 unités). Répartis sur les différentes communes de la wilaya, ces logements ont été réalisés dans des pôles urbains intégrés qui disposent des infrastructures de base,

à savoir les établissements éducatifs et structures administratives, comme c'est le cas pour le nouveau pôle urbain à la cité «Houari-Boumediene» au chef-lieu de la wilaya qui constitue un modèle dans la réalisation de ces pôles complémentaires. A cette occasion, des aides au logement rural ont été distri-

bues à 135 bénéficiaires dans la commune de Djelfa. Auparavant, les autorités civiles et militaires de la wilaya avaient assisté, après lecture de la Fatiha à la mémoire des chouhada au carré des martyrs, à des exhibitions sportives.

Lamia Y.

M'sila

## Raccordement de 270 foyers à Ouled Derradj au réseau de gaz naturel

Pas moins de 270 foyers répartis sur les villages de M'hada et Ouled Si Belgacem relevant de la commune Ouled Derradj ont été raccordés récemment au réseau de gaz naturel, a

annoncé le directeur local du centre de distribution de l'électricité et du gaz, Hadj Aroussi Hocine. Inauguré par le chef de l'exécutif local, Chikh al Aardja, à l'occasion des festivités célébrant

le 65<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération, l'opération d'alimentation en gaz de ville des foyers a nécessité la mobilisation de 300 millions de dinars pour l'installation d'un

réseau en cette énergie, long de 21 km, a-t-on expliqué. L'opération d'alimentation en gaz de ville a permis à la daïra d'Ouled Derradj d'atteindre un taux de raccordement en cette énergie de plus de 80 %, contre 20 % il y a 20 ans, a-t-on indiqué à la direction de wilaya de l'énergie. Hadj Aroussi Hocine a rappelé qu'un programme portant extension du réseau local du gaz de ville touchant 5 000 foyers, répartis sur plusieurs communes de la wilaya, sera lancé «avant la fin de l'année en cours». Le taux de raccordement en gaz de ville dans la capitale du Hodna a atteint 74 % contre moins de 25 % en 1999, ont signalé les services de la wilaya.

APS

Ouargla

## Mise en service d'une auberge de jeunes au pôle sportif

Une auberge de jeunes de 55 lits a été inaugurée au niveau du pôle sportif de Ouargla, dans le sillage des festivités du 65<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre 1954. Occupant une superficie de 480 m<sup>2</sup> à quelques 900 mètres de la gare multimodale de Ouargla, la structure juvénile regroupe 15 chambres et deux dortoirs totalisant 55 lits, en plus d'un foyer, d'une salle de conférences et de

réunions, d'un espace d'Internet, ainsi que d'un réfectoire de 150 places, a-t-on expliqué. La structure fait partie des installations comprises dans le projet du pôle sportif «Moudjahid Abdelkrim-Bouzegueg», dont un lycée sportif régional doté d'une salle omnisports, pour sports collectifs et d'autres pour les disciplines individuelles, en plus d'un terrain de football doté d'une pelouse synthétique et d'une piste d'athlétisme. L'on relève,

entre autres structures du complexe sportif, une piscine semi-olympique dotée de gradins de 200 places, d'une infirmerie, de vestiaires, de douches et d'une cafétéria. S'agissant de la salle omnisports, le projet, disposant de gradins de 3 000 places et de structures d'accompagnement (vestiaires, cafétéria et infirmerie), connaît un taux d'avancement de 98 %, alors que les travaux d'aménagement extérieur sont à 95 %.

R. R.



Maroc

# Zefzafi, leader du mouvement de contestation, réaffirme avoir été victime de «torture»

■ Le leader du mouvement de contestation qui a agité le nord du Maroc en 2016-2017, Nasser Zefzafi, a réaffirmé dans un enregistrement audio, réalisé depuis sa prison, avoir été victime de «torture» et de «viol» durant son arrestation.

Par Sara G.

Condamné à 20 ans de prison ferme pour «complot visant à porter atteinte à la sécurité de l'Etat», le leader du «Hirak» raconte dans cet enregistrement, diffusé jeudi sur les réseaux sociaux, avoir «subi les pires pratiques de torture».

Au moment de son arrestation en juin 2017, il a été «tabassé», «deshabillé» et «violé avec un bâton», selon son récit. La bande sonore est authentique, a assuré son père Ahmed Zefzafi, cité par l'AFP.

L'administration pénitentiaire a annoncé jeudi l'ouverture d'une «enquête administrative sur les tenants et aboutissants de cet enregistrement», avant d'annoncer vendredi le limogeage du directeur de la prison de Fès où est incarcéré M. Zefzafi.

Ancien chômeur de 40 ans, Nasser Zefzafi s'est imposé comme le visage de la contestation populaire dans la région historiquement frondeuse et marginalisée du Rif (nord), avec ses discours virulents contre l'Etat «corrompu» ou «arbitraire» du pouvoir.

En août, il avait publié un communiqué avec cinq autres militants détenus, dans lequel ils affirmaient avoir subi des «tortures» pendant leurs interrogatoires.

En juillet 2017, peu avant le début du procès en première instance, des extraits d'un rapport du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), un organisme officiel, faisant état de faits de torture, avaient fuité dans la presse. Ces allégations ont été catégoriquement démenties par les autorités, et le rapport n'a finalement jamais été publié.



En appel comme en première instance, le finaliste du prestigieux prix Sakharov pour la liberté de conscience 2019 a boycotté avec ses co-accusés ce qu'il considérait comme un «procès politique».

La cour d'appel de Casablanca (ouest) a confirmé début avril en appel les peines de 42 membres du «Hirak»,

accusés de visées séparatistes par le pouvoir.

Le «Hirak» avait été déclenché par la mort, en octobre 2016, d'un vendeur de poissons, broyé dans une benne à ordures en tentant de s'opposer à la saisie de sa marchandise.

Estimé à plusieurs centaines, le nombre exact de condamnations liées au mouvement n'est

pas connu.

Certains détenus ayant purgé leur peine et d'autres ayant bénéficié d'une grâce royale, il reste une soixantaine de militants en prison, dont 29 du groupe des meneurs condamnés à Casablanca, selon l'association des familles de détenus du «Hirak».

S. G./APS

Tunisie

## Ennahdha dévoile les axes principaux du «Contrat sur un programme de gouvernement»

Le mouvement Ennahdha a présenté, vendredi, lors d'une conférence de presse, le document «Contrat sur un programme de gouvernement» comportant le plan d'action du prochain gouvernement. Une initiative qui a été au centre des concertations avec les partis politiques représentés dans le nouveau Parlement.

Selon Khalil Amiri, dirigeant au mouvement, ce document constitue la base de l'action du prochain gouvernement. Un document qui sera définitif au terme des négociations avec les différents acteurs politiques et sociaux qui auront participé à son élaboration.

Le document, qui fixe les priorités économiques, politiques et sociales du prochain gouvernement, s'articule autour de 5 axes, à savoir la lutte contre la corruption, la lutte contre la pauvreté, la réforme des systèmes de la santé et de l'enseignement, la promotion des investissements et le parachèvement des institutions constitutionnelles.

Pour lutter contre la corruption, le document prévoit notamment la révision des législations, la promotion du service judiciaire, l'intégration des organismes de contrôle dans un centre structurel et la simplification des procédures de la douane.

Le document vise aussi à renforcer les capacités de lutte contre le crime organisé et le renforcement de la sécurité, aussi bien en ville que dans les campagnes, ainsi qu'augmenter l'efficacité et les capacités de l'action gouvernementale au double plan politique et exécutif. Le document propose à cet égard la création d'une structure politique baptisée «Conseil de la coalition» qui se chargera de la coordination entre la présidence du

gouvernement et l'appui politique dont elle bénéficie.

Le document prévoit aussi la création d'un fonds de la Zakat, l'adoption de la loi régissant les institutions de l'économie solidaire, le parachèvement de la numérisation du système de la santé et la consécration de la décentralisation.

Il vise, également, à maîtriser la masse salariale, rationaliser les dépenses de l'Etat, mettre fin au déficit de la balance commerciale et restructurer les institutions publiques.

Le parachèvement des institutions constitutionnelles, l'instauration de la gouvernance locale et le parachèvement du processus de justice transitionnelle, sont autant de points prévus aussi dans ce document.

### Les libertés individuelles reléguées au second plan aux dépens des questions socio-économiques

Les questions relatives aux libertés individuelles et à l'égalité ont été reléguées au second plan dans les programmes des partis politiques lors des élections législatives et présidentielle de 2019, rapporte l'agence TAP.

Lors d'un point de presse tenu vendredi à Tunis, consacré à la présentation du bilan du rapport en question, Wahid Ferchichi, membre du collectif, a déclaré que «la relégation des questions des libertés individuelles au second plan pendant

les élections, à la faveur des questions socio-économiques, constitue un revers déplorable».

Il a souligné que «le discours ainsi que les programmes électoraux qui ont prévalu dans un contexte de crise économique étouffante, a produit une majorité qui ne donne pas la priorité aux questions liées aux libertés individuelles et à l'égalité».

Une situation qui avait plutôt «généré des forces politiques affichant leur opposition à ces questions et qui adoptent, de concert, une vision sociétale fondée sur l'absence de tout intérêt à activer les dispositions de la Constitution relatives aux libertés individuelles et à l'égalité», a-t-il estimé.

Il a expliqué que l'objectif de ce rapport consiste à «relever les positions des candidats, des partis politiques et des coalitions les plus en vue, quant à la question des libertés individuelles, dont la peine de mort, la criminalisation de l'homosexualité, l'atteinte à la pudeur, l'égalité successorale, la criminalisation de la consommation de cannabis, la consolidation de la liberté de conscience, outre leurs positions affichées par rapport au projet du code des droits et des libertés individuelles», a-t-il poursuivi.

A une question concernant la position du Président de la République, Kais Saïed, par rapport aux libertés individuelles et à l'égalité, Ferchichi a rappelé que les déclarations du Président de la République témoignent de «son opposition farouche aux libertés individuelles et à l'égalité dans l'héritage, sa position favorable à la criminalisation de la consommation de cannabis et de sa ferme opposition à l'abrogation de la criminalisation de l'homosexualité».

De son côté, la directrice exécutive de

l'association tunisienne pour la promotion du droit à la différence et membre du collectif, Salwa Grissa, a fait savoir que le nombre de violations relevées par l'Observatoire de défense du droit à la différence au cours de la période allant du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre 2019, s'élève à 426 violations.

Selon Grissa, il y aurait eu 230 violations relatives à l'orientation sexuelle, 72 violations des libertés fondamentales, 53 violations en lien avec la traite des êtres humains, 31 cas de discrimination raciale, 12 cas de violation à caractère régional ou linguistique, 12 cas d'outrage aux religions, 6 déclarations antisémites, 5 cas de violation des droits des personnes à besoins spécifiques et 5 cas de maltraitance.

Grissa a ajouté que dans un souci de défense des libertés individuelles et de l'égalité, l'observatoire a élaboré un document intitulé «Les droits et libertés individuels que nous voulons : pas de République sans libertés individuelles» sur la base d'un projet de loi organique relative au code des droits et libertés individuelles, conçu par 14 députés en octobre 2018.

Les rédacteurs du rapport du collectif se sont également interrogés sur le sort des projets de loi finis, en relation avec la consolidation des dispositions de la Constitution traitant des droits et libertés individuelles et de l'égalité, et qui demeurent dans l'attente d'approbation parlementaire, notamment ceux en lien avec la nomination des membres de la Cour constitutionnelle et des autres instances constitutionnelles destinées à faire avancer la Tunisie sur la voie de la consécration des droits et des institutions.

Mondji Y.



Proche-Orient

# Israël frappe Ghaza, un Palestinien tué

■ L'aviation israélienne a multiplié, dans la nuit de vendredi à hier, les frappes contre des sites présumés du Hamas dans la bande de Ghaza, faisant au moins un mort, en représailles à un barrage de roquettes tirées depuis l'enclave palestinienne vers Israël.

Par Rosa C.

Vendredi soir, après le début du shabbat, une dizaine de roquettes ont été lancées vers la ville israélienne de Sdérot (sud), limitrophe de la bande de Ghaza, deuxième incident du genre en deux nuits, après environ six semaines d'accalmie. L'armée israélienne a annoncé avoir intercepté huit de ces roquettes grâce à son bouclier antimissile «Dôme de fer». Une roquette a toutefois touché une maison de Sdérot sans faire de blessés, mais causant des dommages matériels, a indiqué la police israélienne. En représailles, les avions de l'armée israélienne ont bombardé en pleine nuit des «cibles» du Hamas, mouvement islamiste armé qui contrôle la bande de Ghaza, enclave où vivent deux millions de Palestiniens sous blocus israélien. Les frappes, qui ont été entendues du nord au sud de la bande de Ghaza selon l'équipe de l'AFP sur place, ont touché un site naval, un complexe militaire avec des «simulateurs antimissiles», des «infrastructures souterraines», une fabrique d'armes et un entrepôt d'après l'armée israélienne. Le ministère de la Santé à Ghaza a fait état tôt hier matin d'au moins un mort, un Palestinien de 27 ans, et d'au moins deux blessés graves dans les bombardements israéliens



qui ont aussi causé d'«importants dégâts matériels», selon une source sécuritaire sur place. Hier matin, des Palestiniens s'agglutinaient devant un cratère, profond de plusieurs mètres et creusé dans un sol sablonneux dans le sud de l'enclave, tandis que d'autres marchaient sur des débris de ciment et de métal, constatant l'étendue des dégâts, selon un journaliste de l'AFP sur place. Une source au sein du Hamas a aussi indiqué que le mouvement islamiste avait ouvert le feu contre un avion israélien menant des frappes, qui ont aussi ciblé des installations du Jihad Islamique, un autre groupe armé influent dans la bande de Ghaza, selon des responsables sur place. Ces frappes contrastent avec le

calme relatif qui régnait ces dernières semaines le long de la barrière entre Ghaza et Israël après un ping-pong de roquettes et de frappes aériennes au mois d'août ayant fait craindre une escalade entre le Hamas et l'État hébreu, qui se sont livrés trois guerres dans l'enclave depuis 2008. Israël tardait à approuver l'entrée de millions de dollars d'aide que le Qatar livre chaque

mois à Ghaza dans le cadre d'un accord de trêve négocié avec l'ONU, l'Égypte et ce petit émirat du Golfe qui entretient des relations privilégiées avec le Hamas tout en maintenant des contacts avec l'État hébreu. Les tirs de roquettes depuis Ghaza visaient alors, selon des analystes, à faire pression sur Israël, qui cherchait à éviter une escalade à l'approche des législatives, pour

accélérer l'entrée de cette aide dans l'enclave. Au final, les roquettes et les frappes de représailles se sont tuées peu avant les élections israéliennes qui n'ont pas abouti à une victoire claire du Premier ministre sortant Benjamin Netanyahu ou de son rival Benny Gantz, qui était chef de l'armée lors de la dernière guerre de Ghaza, en 2014. Si les bombardements le long de la frontière avaient cessé ces dernières semaines, Ghaza restait toutefois le théâtre de heurts, les vendredis, lors de manifestations dénonçant le blocus israélien et demandant le retour des réfugiés palestiniens sur les terres dont ils ont été chassés ou qu'ils ont fuies à la création d'Israël en 1948. Ces manifestations se concentrent du côté gazaoui de la large barrière contrôlée par l'armée israélienne. Vendredi, plus de 90 Palestiniens ont été blessés par les forces israéliennes lors de ces protestations, dont une cinquantaine par balles, selon le ministère local de la Santé. R. C.

Chili

## Deux semaines après, la mobilisation sociale reste intacte

Deux semaines après le déclenchement d'une crise sociale sans précédent au Chili, les manifestants sont une nouvelle fois descendus dans la rue vendredi pour réclamer des réformes au gouvernement du président Sebastian Pinera. Le week-end prolongé dans le pays, où le 1<sup>er</sup> novembre est un jour férié, n'a pas fait faiblir la mobilisation. Plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont une nouvelle fois afflué au centre de Santiago, sur la plaza Italia, lieu de rassemblement emblématique de la contestation, a constaté l'AFP. La manifestation, majoritairement pacifique, a rassemblé 20 000 personnes, selon les autorités locales. Des incidents isolés entre manifestants et forces de l'ordre, déployées en nombre, ont éclaté lorsque ces dernières ont tenté de disperser les protestataires à coup de lacrymogènes et de lances à eau. Brandissant des drapeaux chiliens et des bannières de la nation mapuche, principale ethnie amérindienne du pays, de très nombreux jeunes, ainsi que des familles, ont participé au rassemblement. La mobilisation restait également forte dans le reste du pays. Ainsi des protestataires ont-ils marché entre Valparaiso (centre) et la ville voisine de Vina del Mar, distante d'environ 8 km. Un cortège de voitures pavoisées de drapeaux chiliens a défilé à Punta Arenas, dans l'extrême sud. Les manifestants réclament notamment une réforme du système de retraites et une révision de la Constitution, tous deux hérités de la période de la dictature

d'Augusto Pinochet (1973-1990), ainsi que de profondes réformes du modèle économique ultra-libéral chilien. Certains exigent également la démission du président conservateur Sebastian Pinera, impuisant jusqu'à présent à juguler la crise malgré l'annonce d'une batterie de mesures sociales et un important remaniement gouvernemental. «Nous n'allons pas baisser les bras jusqu'à ce que le gouvernement réponde pour les morts. Nous nous sentons trahi par ce gouvernement», a confié à l'AFP Marco, un étudiant de 22 ans, se dirigeant vers la plaza Italia. Le bilan de cette crise sociale inédite dans ce pays de 18 millions d'habitants considéré comme un des plus stables d'Amérique latine est de 20 morts, dont cinq après l'intervention des forces de sécurité, selon des chiffres officiels. A la mi-journée, plus d'un millier de Chiliennes, vêtues de noir, avaient donné le coup d'envoi de la mobilisation en défilant en silence en hommage aux personnes décédées dans la vague de contestation. Elles ont rompu leur silence devant le palais présidentiel de la Moneda pour scander «Justice, vérité, non à l'impunité». La fronde sociale a été déclenchée le 18 octobre par une hausse du prix du ticket de métro à Santiago. Malgré la suspension de la mesure, le colère n'est pas retombée, nourrie par un ressentiment face aux inégalités sociales et à une élite politique jugée totalement déconnectée du quotidien de la grande majorité des Chiliens. La Russie a réfuté vendredi les

accusations des États-Unis qui ont affirmé avoir relevé des «activités russes visant à exacerber les divisions au Chili». «L'administration américaine sert de la situation difficile au Chili pour poursuivre ses tentatives de ternir la politique étrangère de notre pays», a déclaré un vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov. Le président américain Donald Trump, qui s'est entretenu mercredi par téléphone avec son homologue chilien, avait «dénoncé les efforts étrangers pour saper les institutions chiliennes». Outre les 20 morts confirmés par le gouvernement, 1 305 personnes ont été blessées, selon l'Institut national des droits humains (INDH), un organisme public indépendant. L'INDH a annoncé plusieurs plaintes pour actes de torture et violences sexuelles de la part des forces de l'ordre pendant l'état d'urgence décrété par le président Pinera. Face à ces allégations, plusieurs enquêteurs de l'ONU ont commencé une mission décidée par la Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, présidente du Chili à deux reprises. La pire crise sociale vécue par le Chili depuis le retour de la démocratie en 1990 a contraint le gouvernement à renoncer à organiser la conférence sur le climat COP25 prévue en décembre et le sommet du Forum économique de coopération Asie-Pacifique (Apec) les 16 et 17 novembre. La COP25 aura finalement lieu à Madrid début décembre.



## Commentaire

Sanctions

Par Fouzia Mahmoudi

Si Donald Trump est occupé ces dernières semaines à faire face à la lourde offensive des démocrates qui tentent le tout pour le tout en enclenchant une procédure de destitution à son encontre, il n'en continue pas moins sa politique étrangère et notamment vis-à-vis de l'Iran dont il accentue une fois encore les sanctions. Les États-Unis ont ainsi annoncé cette semaine un nouveau renforcement ciblé de leurs sanctions contre l'Iran, en visant le secteur du bâtiment que Washington a déclaré lié aux Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique d'Iran. Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo «poursuit les restrictions à l'encontre du programme nucléaire du régime iranien», a déclaré dans un communiqué la porte-parole du département d'État américain, Morgan Ortagus. Deux séries de décisions entraînant des sanctions ont été annoncées : «L'une identifiant le secteur du bâtiment iranien comme étant contrôlé directement et indirectement par les Gardiens de la Révolution islamique», et l'autre liant des matériaux jugés stratégiques «aux programmes nucléaires, balistiques ou militaires» de Téhéran. Avec ces décisions, les États-Unis auront la possibilité d'«empêcher l'Iran d'acquiescer des matériaux stratégiques pour les Gardiens de la Révolution, son secteur du bâtiment et ses programmes de prolifération», poursuit le communiqué. L'objectif affiché est de retarder ou de compliquer la volonté supposée de l'Iran de se réarmer ou de reconsolidier son secteur nucléaire. Washington s'est unilatéralement retiré en 2018 de l'accord international encadrant le programme nucléaire iranien et a rétabli de lourdes mesures coercitives contre l'économie iranienne. Un retrait qui a créé une énorme confusion, la grande majorité des autres pays signataires désirant, eux, continuer à respecter les termes de cet Accord qui avait fallu de longues années de rudes négociations à Barack Obama pour parvenir à mettre tout le monde d'accord sur les termes de ce document. Toutefois, Donald Trump avait insinué il y a quelques mois qu'il était prêt à discuter avec Téhéran pour mettre au point un nouvel accord qui permettrait à l'Iran de redresser quelque peu son économie qui souffre énormément depuis 2018 des sanctions de Washington. F. M.



Premiers jours du Salon international du livre d'Alger

# Une réticence sur le livre parascolaire

■ Le Salon international du livre d'Alger continue d'attirer un grand public venu des quatre coins du pays. Cependant, le livre parascolaire n'a pas attiré le public attendu lors des trois premiers jours de l'évènement. Les éditeurs sont encore rassurés et optimistes pour les prochains jours.

Par Adéla S.

Le Salon international du livre d'Alger demeure un des rendez-vous culturels les plus attendus par les Algériens. En effet, une forte affluence du public est enregistrée chaque année sur cette manifestation culturelle qui offre la possibilité d'acquiescer des livres non disponibles sur le marché local. C'est aussi un espace où les livres scientifiques, universitaires ou même des crèches sont disponibles en différentes langues. Un des livres les plus recherchés lors des précédentes éditions du Salon international du livre d'Alger est le livre parascolaire. Les parents, d'habitude, ne lâchent aucun stand d'éditeur algérien pour «trouver les livres parascolaires les plus intéressants». Cependant, les stands exposant ce genre de livres ont été peu visités lors des trois premiers jours du Sila, selon notre

constat.

Les raisons de cette réticence sont différentes même si les éditeurs refusent d'en parler «pour le moment». «L'année scolaire a commencé au mois de septembre et je ne pouvais pas attendre jusqu'au mois de novembre pour leur acheter des livres parascolaire. Mais par contre, j'ai acheté aux enfants des livres de culture générale pour les vacances», témoigne une mère de famille. Pour d'autres, les raisons de cette réticence sont la disponibilité des cours de soutien scolaire comme c'est le cas pour Ali, père de deux lycéens. «Mes enfants assistent aux cours en classe, font leur devoir de maison et assistent aux cours de soutien scolaire. C'est sûr qu'ils n'ont pas le temps pour lire ces livres. Pourquoi alors les acheter ?», s'est-il demandé.

Si Ali a opté pour les cours de soutien scolaire comme



moyen pour aider ses enfants à comprendre les cours, Nadia, cadre administratif, affirme que «tout ce dont les enfants peuvent avoir besoin est disponible sur internet. Reste au parents d'accompagner et orienter leurs enfants».

Quant aux exposants, «il est très tôt pour parler de réticence», nous déclare un représentant

d'une maison d'édition algérienne. Pour lui, «le salon s'est ouvert jeudi et beaucoup de gens ne sont pas venus vendredi à cause de la marche, mais tout est possible pour les prochains jours. On reste optimiste jusqu'au dernier jour».

Un autre exposant, qui a choisi lui aussi l'anonymat, a affirmé que «le nombre du public est de

plus en plus en hausse et on n'a pas que le livre parascolaire pour juger la situation».

Il est à rappeler que le Salon international du livre d'Alger s'est ouvert jeudi au public, laissant découvrir près de 183 000 titres des 1 030 maisons d'édition participantes.

A. S.

## Tissemsilt

### Lancement des journées d'arts plastiques

La troisième édition des journées d'arts plastiques s'est ouverte jeudi à la maison de la culture «Mouloud-Kacim-Nait-Belkacem» de Tissemsilt sous le slogan : «La plume d'or». Initiée par l'établissement culturel à l'occasion de la célébration du

65<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre de Libération nationale, la manifestation enregistre la participation de plus de 20 artistes plasticiens et amateurs de plusieurs communes de la wilaya. Les artistes participants exposent

des toiles mettant en exergue la lutte du peuple algérien durant la guerre de Libération, les traditions et coutumes de la société, des paysages et des sites naturels attrayants des régions du pays ainsi que des miniatures et des tableaux de calli-

graphie arabe. La première journée de la manifestation culturelle, dont le coup d'envoi a été donné par le wali, Salah El Affani, a été marquée par une forte présence de jeunes intéressés par les arts plastiques. Parallèlement à ce rendez-vous

culturel, des livres, des revues et magazines abordant l'histoire de la guerre de Libération nationale sont exposés de même que des biographies de moudjahidine. En marge de la manifestation de trois jours, deux concours du meilleur tableau et du meilleur résumé d'un ouvrage sont organisés au profit des adhérents aux ateliers d'arts plastiques et à la bibliothèque de la maison de la culture «Mouloud-Kacim-Nait-Belkacem» de Tissemsilt.

L. B.

## Festival international de l'Inchad à Constantine

### Des chants patriotiques à l'honneur

La huitième édition du Festival international de l'Inchad s'est ouverte à Constantine, au théâtre régional Mohamed-Tahar-Fergani, aux rythmes de chants patriotiques exécutés par l'artiste tunisienne Aya Deghnoudj. L'évènement culturel international, coïncidant cette année avec la commémoration du 65<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération, a été l'occasion pour chanter l'Algérie et sa longue lutte pour recouvrer son indépendance. Aya, accompagnée par l'Orchestre symphonique national, a interprété «Min Ajelika ya watani», «Ya thaourate al ahrar», «Aid El Karma» et tant d'autres œuvres, accueillies avec enthousias-

me par un public conquis qui a répliqué en applaudissant à tout rompre. L'artiste qui se produit pour la première fois en Algérie s'est dit «honorée» de fêter avec les Algériens la joie d'une date-symbole de liberté et de souveraineté. Le mouchid Abdeldjalil Akhrouf, un habitué du festival, a pris le relais et donné libre cours à son talent en interprétant «Qalbi ya bladi la yensek», «Ya Mohamed mabrouk alik», «Ghomri» ou encore «Yahiyau ouled bladi», plongeant l'assistance dans une atmosphère de spiritualité et d'amour du pays. A l'ouverture de ce festival international qui se poursuivra jusqu'à aujourd'hui, la déclaration du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 a été lue

par le directeur local des moudjahidine. En plus de l'Algérie qui présente ses meilleurs mouchidine, la Syrie, le Maroc, la Tunisie et pour la première fois le Sénégal, participeront à cette manifestation culturelle. A minuit, les autorités locales civiles et militaires présentes au théâtre, accompagnées de moudjahidine et des citoyens, ont levé les couleurs à la place des Martyrs jouxtant le TRC, alors que résonnait l'hymne national, des gerbes de fleurs ont été déposées puis a été faite la lecture de la Fatiha à la mémoire de nos valeureux combattants tombés au champ d'honneur pour la libération de notre pays du joug colonial.

F. H.

## Salon des arts plastiques à Ouargla

### Quelque 80 œuvres sur la Révolution exposées

Plus de 80 œuvres artistiques sur la Révolution algérienne, signées par des plasticiens professionnels et amateurs, ont été présentées à la 6<sup>e</sup> édition du Salon national des arts plastiques, inauguré jeudi dans la soirée à la maison de la culture Moufidi-Zakaria à Ouargla et dont la clôture est prévue cet après-midi.

Coïncidant avec la célébra-

tion du 65<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, cette manifestation artistique qui regroupe, durant trois jours, des plasticiens de différentes régions du pays, sera mise à profit par les participants pour faire découvrir leurs œuvres et réalisations, des toiles au thème traitant d'épopées de la Révolution, en plus d'échanger

leurs expériences artistiques, a indiqué la présidente du service animation à la maison de la culture, Razika Khadraoui.

L'exposition permettra également au public de découvrir le monde des arts plastiques, notamment les courants artistiques, les miniatures et la calligraphie arabe, a-t-elle ajouté.

Le programme de cette manifestation nationale prévoit, en

marge de l'exposition, une conférence animée par des plasticiens, en sus de circuits touristiques en l'honneur des participants.

La maison de la culture de Ouargla regroupe un club composé de dizaines de plasticiens, des deux sexes, assurant des cours d'initiation au dessin, à la calligraphie et à la miniature.

M. K.

## AGEND'ART

**Palais des expositions des Pins-maritimes à Alger (Safex)**

**Jusqu'au 9 novembre :** Salon international du livre d'Alger.

**Galerie d'art Bloom (El-Biar, Alger)**

**Jusqu'au 12 novembre :** Exposition de peinture «La seconde intercalaire» de l'artiste Valentina Ghanem Pavlovskaya.

**Musée d'art moderne d'Oran**

**Jusqu'au 7 novembre :** Exposition collective «Balearics», avec la participation de 25 artistes méditerranéens, organisée par la Fondation Balearia en partenariat avec l'Institut Cervantès (Espagne).

**Office Ryad El Feth**  
**Du 7 au 16 novembre :** 10<sup>e</sup> édition du Festival international du cinéma d'Alger.



## Tour du Faso de cyclisme (8<sup>e</sup> étape) Hamza Mansouri l'emporte

**L'ALGÉRIEN** Hamza Mansouri a remporté la 8<sup>e</sup> étape du Tour cycliste du Faso-2019, courue vendredi entre Bobo Dioulasso et Sindou, sur une distance de 137,5 km. Mansouri, avec un chrono de (3:00:50), a devancé au sprint les deux Rwandais Seth Hakizimana et Jean-Claude Uwiziye. Deux autres Algériens ont terminé dans le Top 10 de l'étape : Mohamed Bouzidi (8<sup>e</sup>) et Islam Mansouri (9<sup>e</sup>). Au classement général, Hamza Mansouri occupe la 6<sup>e</sup> place à 3 minutes et 41 secondes du leader, l'Anglais Dario Antonio (22:01:11) qui devance son compatriote Bruno César Araujo, alors que le Suisse Jonas Doring complète le podium. Hier, la 9<sup>e</sup> étape du Tour du Faso devait mener le peloton de la ville de Bobo Dioulasso vers Dieboucou, sur une distance de 133,3 km. Treize pays dont

l'Algérie, représentée par 6 coureurs, prennent part à cette 32<sup>e</sup> édition du Tour du Faso, programmée en 10 étapes.

### Moncef Berkani, du MAJD Blida, victime d'un grave accident de la circulation

Sur un tout autre plan, le cycliste Moncef Berkani, sociétaire du club MAJD Blida, a été victime d'un grave accident de la circulation mercredi, alors qu'il effectuait une séance d'entraînement sur route, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAC). «Berkani a été percuté par un camion et c'est sa jambe gauche qui a le plus souffert», a indiqué l'instance fédérale dans un bref communiqué. Selon les mêmes sources, le cycliste du MAJD Blida a été hospitalisé immédiatement après son accident et «doit subir une intervention chirurgicale» dans les plus brefs délais.

## Championnats d'Algérie seniors de tennis Rihane et Anseur triomphent au double messieurs

**LA PAIRE** Youcef Rihane (GSP) - Ryad Anseur (GSP) a remporté vendredi, le tableau double «messieurs» des Championnats d'Algérie seniors (messieurs et dames), qui se disputent au Mitidja Tennis Club de Boufarik (Blida). Rihane et Anseur se sont imposés en finale devant leurs coéquipiers, Abdelhak Hameurlaine et Sid Ali Akili, sur le score 6-2, 6-3. Chez les dames, le sacre est revenu à Ines Bekrar (GSP) et Bouchra Mebarki (GSP) après leur victoire devant les joueuses de l'ASSN, les sœurs Hanine et Yasmine Boudjadi, sur le score 6-4, 6-4. En simple, Rihane (GSP) et Hameurlaine (GSP) ont composé vendredi leurs tickets pour la finale. Rihane a dominé son coéquipier Anseur (GSP)

sur le score 6-2, 6-2, tandis que Hameurlaine a battu Youcef Ghezal (GSP) 6-2, 6-4. Chez la gent féminine, Yasmine Boudjadi (ASSN) s'est imposée en demi-finale contre Bouchra Mebarki (GSP) sur le score 6-0, 6-3, et affrontera en finale Bekrar (GSP) qui a dominé Hanine Boudjadi (ASSN) sur le score 6-2, 6-2. Les finales du simple sont programmées samedi à partir de 10h00. Cette édition est marquée par l'absence pour des raisons personnelles des tenants de titres, Mohamed Nazim Makhlouf (GS Pétroliers) et Amira Benaïssa (AS Sûreté nationale). Ce rendez-vous devait être suivi dès hier par le Championnat national «par équipes» qui s'étalera sur trois jours.

## Athlétisme/Jeux Africains-2019 La médaille de bronze du marteau récupérée par Bouzebra

**L'ATHLÈTE ALGÉRIENNE** Zouina Bouzebra a récupéré la médaille de bronze du concours du marteau des derniers Jeux africains 2019 au Maroc, après la décision de l'IAAF (Association internationale des fédérations d'Athlétisme) de déchoir l'athlète nigérienne Sade Olatoye de ses médailles de bronze au lancer du poids et d'or au marteau, a rapporté vendredi le site Africatopsports.com. Pour l'IAAF, l'athlète Olatoye n'aurait pas encore reçu, au moment des JA, l'autorisation de représenter la Nigeria. Née aux Etats-Unis, Olatoye a défendu les couleurs américaines, notamment lors des Championnats du monde juniors en 2016. Jusqu'à récemment où elle a choisi son pays d'origine. Par contre, la participation d'Olatoye aux Mondiaux de Doha sous les couleurs du Nigeria ne souffrent d'aucune

contestation, selon l'IAAF, puisque le changement de nationalité sportive d'Olatoye est acté le 17 septembre dernier. Lors des JA-2019, l'Algérienne Bouzebra avait pris la 4<sup>e</sup> place au marteau avec un jet à 63,34m, alors que l'or et l'argent reviennent respectivement à la Burkinabé Laetitia Bambara (65.28m) et la Nigérienne Temi Ogunrinde (64.68m). Au poids, le podium se présente désormais avec la Sud-Africaine Ischke Senekal en or avec 16.18m. Sa compatriote Meike Strydom est en argent avec 4.64m et la Béninoise Odile Ahouanwanou en bronze avec 13.77m. Au cours du mois d'octobre, l'Algérie avait récupéré d'autres médailles en haltérophilie (3 or et 6 argent), après la suspension d'athlètes égyptiens pour dopage.

# Equipe nationale Les blessures inquiètent Belmadi

■ Le coach national, Djamel Belmadi, est inquiet après la cascade de blessures touchant quelques éléments clés de son effectif, et surtout l'arrière gauche du Borussia Mönchengladbach, Rami Bensebaïni, qui devrait être déclaré forfait pour le prochain match de la sélection face au Botswana, pour le compte des éliminatoires de la CAN 2021, qui aura lieu courant novembre, .



Belmadi croise les doigts pour ses joueurs

Par Mahfoud M.

**E**n effet, Bensebaïni souffre d'une blessure assez méchante qui l'empêchera de tenir sa place dans le groupe. Il faut savoir qu'il s'agit de la seconde blessure après celle de Cheti, de l'Espérance de Tunis, qui évolue aussi dans le couloir gauche, ce qui complique davantage la mission du coach des Verts. Ce qui accentue la peur du sélectionneur national, c'est le fait que les joueurs de la sélection joueront

encore deux à trois matchs avec leurs clubs respectifs avant de venir au stade de la sélection en prévision du match face au Botswana. Il faut savoir qu'il attache une grande importance aux prochains matchs puisque le groupe disputera maintenant des matchs officiels après avoir joué les matchs amicaux le mois dernier. Par ailleurs, il faut savoir que la gardien de l'EN, Mbolhi, avait souffert de quelques douleurs et certains avaient peur qu'il rate ce rendez-vous. Mais son état s'est amélioré et le portier de

la sélection devrait retrouver sa place. Quoi qu'il arrive, le sélectionneur national ne pourra souffler qu'avec le début du stage, lorsqu'il verra que tout le monde sera présent, ce qui permettra à la sélection de bien préparer le prochain match face au Botswana qui reste très important pour la suite de son parcours lors des éliminatoires. Belmadi croisera certainement les doigts pour avoir tout le monde durant cette période.

M. M.

## AS Monaco Slimani encore forfait

**L**attaquant international algérien de l'AS Monaco, Islam Slimani, blessé aux adducteurs, a déclaré forfait pour le match en déplacement dimanche face à l'AS Saint-Etienne (21h00), dans le cadre de la 12<sup>e</sup> journée du championnat français de Ligue 1 de football, rapporte vendredi «L'Equipe». «Déjà absent contre Marseille en 16<sup>e</sup> de finale de la Coupe de la Ligue (victoire 2-1, mercredi), l'attaquant Islam Slimani se plaint toujours d'une gêne aux adducteurs et reste en

soins», indique la même source. Le meilleur buteur des «Verts» en activité avait contribué au dernier succès de son équipe Ligue 1 en déplacement contre Nantes (1-0), vendredi dernier, avant de céder sa place au Sénégalais Baldé à la 80<sup>e</sup> minute de la partie. Outre Slimani, le club monégasque, vainqueur de ses trois derniers matches toutes compétitions confondues, sera également amoindri par l'absence du milieu offensif espagnol, Cesc Fabregas, victime d'une lésion aux ischio-jambiers de la cuisse

droite. Diego Benaglio, Stevan Jovetic, Pietro Pellegrini et Willem Geubbels sont également à l'infirmerie. Arrivé cet été à Monaco pour un prêt d'une saison avec option d'achat en provenance de Leicester City (Angleterre), Slimani (31 ans) n'a pas tardé à démontrer ses qualités en inscrivant cinq buts et délivrant sept passes décisives. Il avait évolué les deux précédentes saisons à Fenerbahçe (Turquie) et Newcastle (Angleterre), également sous forme de prêt.

## OGC Nice Adam Ounas devrait revenir

**L**international algérien, Adam Ounas, éloigné des terrains depuis plus d'un mois à cause d'une blessure au genou, devrait effectuer son retour dans le groupe la semaine prochaine, a révélé ce vendredi l'entraîneur de l'OGC Nice. «Ounas s'est entraîné ce matin en solo après son retour de blessure. Il ne jouera pas la rencontre de demain contre Reims mais son retour officiel avec le groupe pourrait être lors de la journée d'après face à Bordeaux le 8 novembre prochain», a déclaré Patrick Vieira en conférence de presse. Ounas s'était blessé le 24 septembre dernier, lors de la défaite dans le derby de la côte d'Azur contre l'AS Monaco (1-3). C'était sur une action litigieuse, qui aurait pu valoir un penalty aux Aiglons, et sur

laquelle Ounas s'était blessé au genou, avant de quitter la pelouse sur civière. Le joueur algérien avait subi début octobre dernier une petite intervention au niveau du genou. Le coach azuréen avait alors parlé de six à huit semaines d'indisponibilité du joueur. Le champion d'Afrique avait manqué les deux derniers matchs de l'équipe nationale algérienne, le 10 octobre au stade Mustapha-Tchaker contre la République démocratique du Congo (1-1), et le 15 octobre à Lille face à la Colombie (3-0). Sa convocation pour les deux prochains matchs des Verts contre respectivement la Zambie le 14 novembre à Blida et le Botswana le 18 du même mois à Gaborone, est improbable.



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Déchets en plastique

## Souk Ahras : faible participation aux campagnes de collecte

LA CAMPAGNE de collecte des déchets en plastique, qui a pris fin la semaine dernière dans la wilaya de Souk Ahras, a connu une faible participation des citoyens et des associations, a déploré hier la responsable par intérim de la Direction de l'environnement et des énergies renouvelables, Houriya Hedidane.

L'opération, inscrite dans le cadre de la campagne nationale de lutte contre le plastique, initiée par le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, a permis la collecte d'une tonne seulement de déchets en plastique, à cause de la faible participation des citoyens et des opérateurs privés chargés de la récupération de ce genre de déchets à travers les 26 communes de la wilaya frontalière, a indiqué à l'APS la responsable.

La campagne de nettoyage a concerné également la gare routière du chef-lieu de wilaya, où des dépliants et des explications autour des dangers du plastique ont été donnés.

Aussi, une journée d'étude sur la pollution causée par les déchets en plastique a été organisée à la Maison de l'environnement, située à proximité de l'université «Mohamed-Cherif-Messaâdia», au cours de laquelle des statistiques sur les déchets en plastique et leurs effets sur la santé publique ont été présentées.

A cette occasion, plusieurs communications portant sur «les possibilités d'investissement dans le domaine du recyclage et de la transformation du plastique», animées par la directrice du guichet unique de l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi) et la représentante de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej), ont été présentées aux stagiaires de l'Institut national spécialisé de formation professionnelle de la ville de Souk Ahras.

Jusqu'à la fin du mois d'octobre dernier, 30 dossiers de jeunes désireux concrétiser des projets liés à la collecte et le recyclage des déchets ont été déposés au niveau de la wilaya où 12 micro-entreprises

spécialisées dans la collecte des déchets, dont le plastique, exercent déjà, ont souligné les participants à la rencontre.

La représentante du secteur local de l'environnement a affirmé, par ailleurs, que la wilaya de Souk Ahras dispose d'un Centre d'enfouissement technique (CET) implanté au quartier Salah-Beral, opérationnel depuis juillet 2010, ce qui a permis l'élimination de la décharge sauvage qui existait dans ce site urbain. Elle a également dénombré trois autres décharges publiques situées dans les localités de Sedrata, Taoura et M'daourouch.

Occupant une surface de 12 000 hectares, la structure (CET) comprend en outre, a-t-elle détaillé, un centre de tri et de récupération des matières en plastique et quatre casiers d'enfouissement.

Le CET, qui assure le traitement quotidien de 74 tonnes de déchets, a été également renforcé par d'autres équipements, notamment une presse pour papier et carton, un broyeur de plastique, deux camions, une pelle mécanique, un tracteur, un véhicule utilitaire, une citerne de 300 litres et des conteneurs, a-t-on signalé.

Jamil Y.

Oran

## Prise en charge en octobre dernier de 152 personnes sans abri

QUELQUE 152 personnes sans abri ont été prises en charge à Oran dans le cadre des sorties de la commission sectorielle durant la période allant du 1<sup>er</sup> au 30 octobre écoulé, a-t-on appris hier des services de la wilaya. Il s'agit de 127 nouveaux cas auxquels se sont ajoutés 15 autres personnes connues des services de l'assistance sociale d'urgence mobile, quatre malades mentaux et six vagabonds.

La direction locale de l'action sociale a organisé, en collaboration avec la commission sectorielle mixte, composée de la Sûreté nationale, de l'APC d'Oran, de la Protection civile et la Direction de la santé et de la population, durant le mois d'octobre, 25 sorties ciblant les principales artères de la ville.

Quinze sorties ont été menées pour accueillir la nuit des personnes sans abri, six autres pour le ramassage des



Loumis

Djalou@hotmail.com

Logements à Béjaïa

## 1000 unités et décisions d'aides financières attribuées

Au moins 1 000 logements et décisions d'aide à l'autoconstruction relevant de la formule habitat rural ont été distribués jeudi dernier à Béjaïa, à l'occasion du 65<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale.

Par H. Cherfa

L'opération s'est déroulée lors d'une cérémonie organisée au niveau de la salle des Congrès, au siège de la wilaya, en présence des autorités locales et la famille révolutionnaire. Il a ainsi été pro-

cedé à la remise des clés aux attributaires de 500 logements de type social (LPL) et promotionnel aidé (LPA). Les bénéficiaires n'ont pas manqué d'exprimer leur joie et leur soulagement après des années d'attente : «J'habitais dans un misérable bidonville depuis 30 ans. Aujourd'hui, ma misère a pris fin avec la remise de la clé de mon appartement». Ainsi, fini le calvaire des familles habitant les taudis au niveau du Piton, à Akbou, qui avaient installé une

tente devant le portail du siège de la daïra d'Akbou. Par ailleurs, 500 décisions d'attribution de 800 aides financières de 700 000 DA ont été attribuées à leurs bénéficiaires issus de plusieurs communes de la wilaya au cours de la cérémonie. Un autre quota de 10 000 logements sera distribué dans les mois à venir sur un total de 35 000 logements en cours d'achèvement, a-t-on appris.

H. C.

Lutte contre la criminalité

## 13 personnes arrêtées à Tamanrasset et Tindouf

TREIZE personnes ont été arrêtées vendredi et du matériel utilisé dans l'exploitation illégale de l'or saisi par des détachements de l'Armée nationale populaire à Tamanrasset et Tindouf, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté, le 1<sup>er</sup> novembre 2019 à Tamanrasset et Tindouf, treize individus et saisi huit groupes électrogènes, onze marteaux piqueurs, trois détecteurs de métaux et d'autres objets», précise le MDN. Dans le même contexte, «des éléments de la

Gendarmerie nationale ont appréhendé, à Oum El Bouaghi et Biskra, six individus et saisi huit fusils de chasse et une quantité de munitions», ajoute la même source. A Ouargla et In Salah, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les services des Douanes, «un individu et saisi deux camions et 14 304 unités d'articles pyrotechniques», alors qu'à Béchar «un autre détachement a saisi 50 kg de kif traité». Par ailleurs, trente-deux immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à El Bayadh et Adrar, ajoute-t-on encore.

Slim O./APS